



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 20 février 2022 N° 482 PRIX : 0,60 Euro

MALI



**L'embargo affame les populations pauvres et permet
aux galonnés de Bamako de se déguiser en libérateurs**

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial : Mali : l'embargo affame les populations pauvres et permet aux galonnés de Bamako de se déguiser en libérateurs.

Pages 3 à 5 : **Sénégal**

▶ Élections municipales : une claque contre le pouvoir en place.

▶ Le mépris de l'État face aux légitimes revendications des enseignants.

Pages 5 à 7 : **Côte d'Ivoire**

▶ La lutte contre la corruption : une comédie !

▶ Des cliniques privées criminelles.

▶ Profits partout, sécurité nulle part !

Page 7 : **Cameroun**

▶ CAN 2022 : foire au patriotisme et affaire de gros sous.

Pages 7 et 8 : **Union Africaine**

▶ Les professionnels du blabla se sont donné rendez-vous à Addis-Abeba.

Pages 8 et 9 : **Madagascar**

▶ Les petits producteurs de fruits et les travailleurs des villes face à l'incapacité des dirigeants et à l'intransigeance patronale.

Pages 9 et 10 : **International**

▶ Menace de guerre en Ukraine : ne nous laissons pas embrigader !

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 €

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

P.2

MALI : L'EMBARGO AFFAME LES POPULATIONS PAUVRES ET PERMET AUX GALONNÉS DE BAMAKO DE SE DÉGUISER EN LIBÉRATEURS

Les conséquences de l'embargo qui frappe le Mali depuis le 9 janvier dernier sont catastrophiques pour la grande partie de la population. Comme il fallait s'y attendre, la flambée des prix qui a démarré bien avant l'embargo, s'est amplifiée. Même la viande de bœuf dont le Mali est pourtant un important producteur, est devenue un aliment de luxe que les petites gens ne peuvent plus payer. Les grossistes profitent de cette situation pour stocker des produits comme le riz et de les écouler au comptegouttes afin d'augmenter leurs marges.

Officiellement l'embargo ne concerne pas les produits de première nécessité mais de nombreux camionneurs transportant du riz en provenance du port d'Abidjan sont bloqués à la frontière ivoiro-malienne. Et puis contrairement à ce qu'ont prétendu les dirigeants de CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) tous unis derrière Macron, l'embargo qu'ils ont décidé n'est pas destiné à punir la junte et à la contraindre à organiser des élections plus rapidement, mais à affamer la population malienne en espérant qu'elle finisse par se révolter contre le pouvoir.

En agissant ainsi, Macron et ses alliés de la CEDEAO ont au contraire permis aux galonnés de Bamako de se poser comme des défenseurs de la population malienne face à ceux qui voudraient les affamer et imposer leur dictat. C'est ainsi que la junte malienne a mobilisé les moyens de l'État pour propager son discours nationaliste anti-français et anti-Cédéao. Elle a organisé des défilés populaires à Bamako et dans les principales villes du pays dans lesquelles des milliers de gens soigneusement encadrés sont sortis dans la rue pour soutenir sa politique.

La récente décision de Macron de fermer les bases militaires françaises de Gossi, Ménaka et Gao dans un délai de quatre à six mois, alors qu'Assimi Goïta exige un retrait « sans délai et sous la supervision des autorités maliennes », a de nouveau provoqué de nouvelles manifestations anti Macron à Bamako.

Les troupes françaises vont certes quitter le Mali mais elles resteront implantées au Sahel pour continuer de protéger les intérêts de l'impérialisme français dans cette région. Le problème pour les officiers français chargés d'organiser le déménagement du matériel militaire du Mali vers le Niger est qu'ils craignent que le convoi constitué de

plusieurs centaines de camions ne soit attaqué par les populations en colère, comme le convoi qui est parti d'Abidjan vers le Mali en novembre dernier. Rappelons que dans la localité de Téra, située au Niger, les affrontements entre les manifestants et les forces françaises et nigériennes ont fait officiellement trois morts et plusieurs blessés. Même si le dictateur nigérien Mohamed Bazoum est complètement favorable à l'accueil de la plus importante base militaire française sur son sol, il n'est pas dit que la population nigérienne soit du même avis.

Cela donnera peut-être des idées à quelques galonnés nigériens du même acabit qu'Assimi Goïta d'en découdre avec le pouvoir de Mohamed Bazoum. Ce qui est sûr c'est que l'objectif des galonnés comme Goïta n'est nullement de libérer les travailleurs et les paysans pauvres de l'exploitation capitaliste, du pillage impérialiste et de la misère engendrée par ce système. Ils veulent tout simplement avoir leur part de gâteau dans la richesse produite par l'exploitation des travailleurs.

Leurs discours nationalistes ne sont rien d'autres que des pièges pour détourner la colère et les aspirations légitimes des classes pauvres vers des impasses.



Manifestation à Bamako, le 19 février 2022 après l'annonce du retrait définitif des troupes de Barkhane. Un groupe de manifestants brandit des drapeaux russes en signe de soutien à l'arrivée des mercenaires de Wagner au Mali. D'autres brandissent des balais en direction des troupes de Barkhane. Sur une des pancartes on peut lire : « Dégage la France, on accepte pas votre délai... »

Sénégal

ÉLECTIONS MUNICIPALES : UNE CLAQUE CONTRE LE POUVOIR EN PLACE

Macky Sall, à la tête de l'État sénégalais depuis 2012, est à son deuxième mandat présidentiel. Depuis plusieurs mois, il tâte le terrain avant de s'engager pour un troisième mandat quitte à fouler aux pieds la modification de la constitution limitant le nombre de mandat à deux et qu'il a fait voter lui-même en 2016 (c'est ce qu'à fait Ouattara en Côte d'Ivoire en 2020). Mais avant d'officialiser son projet, il voulait être certain de ne pas faire un faux pas. Il croyait que les élections municipales qui viennent d'avoir lieu le 23 janvier 2022 allaient être une bonne rampe de lancement pour sa 3^{ème} candidature. Il s'était personnellement engagé dans la campagne électorale en sillonnant tout le pays pour vanter ses prétendues réalisations, mais ce fut un fiasco.

Le parti politique de Macky Sall intitulé BBY (Benno Bokk Yakaar («Unis par

l'espoir», en langue wolof), a été battu à plate couture dans de nombreuses grandes villes dont Dakar, Thiès, Ziguinchor, Diourbel et bien d'autres. De nombreux « poids lourds » du parti présidentiel, dont le ministre de la Santé Abdoulaye Diouf et Aliou Sall, frère cadet du chef de l'État et président de l'Association des maires du Sénégal, ont été battus.

On peut dire que Macky Sall a eu son « test de popularité » en recevant une claque électorale. Cela a réjoui nombre de personnes dans les quartiers populaires, y compris parmi celles qui ne se sont pas déplacées pour voter. Bien avant cette élection, la colère populaire s'était déjà exprimée plusieurs fois dans la rue contre la flambée des prix, contre l'incapacité du gouvernement à résoudre le problème de

l'approvisionnement en eau potable, des coupures d'électricité, du mauvais état de la voirie qui provoquent des inondations dans les quartiers populaires lors de chaque saison de pluie, du délabrement des hôpitaux et des écoles publics, etc.

La grève des enseignants qui dure depuis plusieurs mois, le mécontentement du personnel soignant des hôpitaux publics qui réclament des embauches et du matériel médical pour soigner correctement les patients ainsi que les augmentations de salaire pour faire face à la flambée des prix, la colère de la jeunesse des classes populaires qui galère pour trouver du travail, tout cela exprime le mécontentement profond qui existe au sein des catégories populaires qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts. Parfois, ce mécontentement explose au grand jour et surprend les gouvernants car eux n'ont pas de problème de fin de mois ni de logements insalubres.

Tout le monde se souvient encore des émeutes populaires qui ont secoué le régime de Macky Sall durant plusieurs jours en mars 2021 suite à l'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko. Les affrontements avec la police ont fait plusieurs morts et des dizaines de blessés. Cette arrestation n'a été

que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase mais les vraies raisons de la colère sont à rechercher dans l'incapacité du pouvoir à répondre aux aspirations de la jeunesse et de la population des quartiers pauvres. Le chômage, les bas salaires et la hausse du coût de la vie les plongent de plus en plus dans la misère. Dans ces conditions, une simple étincelle suffit à mettre le feu à la poudrière. Avec Macky Sall ou avec un autre président, les mêmes causes vont tôt ou tard produire les mêmes effets.



Suite à l'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko, le 3 mars 2021, des manifestations éclatent un peu partout au Sénégal, particulièrement dans la capitale. Des affrontements violents entre manifestants et forces de l'ordre ont fait plusieurs morts et blessés. De nombreux supermarchés et stations service appartenant à des compagnies françaises ont été vandalisés et pillés.

Sénégal

LE MÉPRIS DE L'ÉTAT FACE AUX LÉGITIMES REVENDICATIONS DES ENSEIGNANTS

Depuis le mois de décembre 2021, les établissements scolaires publics sont paralysés par la grève des enseignants qui revendiquent des augmentations de salaire et des primes, dont celle du logement. Depuis longtemps ils se heurtent au mépris de leur autorité de tutelle qui les ballade de protocoles d'accords en conventions ou autres tables rondes sans lendemain. Fatigués de faire des grèves de 48 heures ou de 72 heures reconductibles sans que le gouvernement ne les écoute, les enseignants ont décidé de poser une bonne fois la craie et le stylo de manière plus massive et plus déterminée.

Craignant une année blanche, les élèves dont les parents n'ont pas les moyens de payer l'accès à l'enseignement privé, ont organisé une « marche nationale » le 26 janvier dernier. À Dakar et dans plusieurs autres villes, plusieurs milliers d'élèves ont défilé dans la rue pour exiger la réouverture des classes et le respect par le gouvernement des revendications des enseignants. Les parents d'élèves sont aussi sortis dans la rue pour exprimer leur mécontentement.

Devant la colère qui monte, le gouvernement a fini par annoncer qu'il va mettre sur la table un budget de 69 milliards

de Francs Cfa pour améliorer la vie des enseignants. Parmi les mesures annoncées il y a par exemple « la défiscalisation des indemnités de logement », le relèvement des indemnités de recherche documentaire, du temps passé à surveiller les élèves lors des examens et à corriger les épreuves, etc.

Mais à supposer même que ce qui a été annoncé soit réellement appliqué (ce qui est loin d'être sûr car les enseignants ont vu plus d'un accord signé en bonne et due forme mais qui n'ont jamais été appliqués), les grévistes l'ont trouvé insuffisant par rapport à ce qu'ils revendiquent depuis des années. Par conséquent, ils ont décidé de prolonger la grève. Ils ne croient plus aux paroles du gouvernement qui leur dit que les caisses de l'État ne peuvent pas supporter les frais occasionnés par leurs revendications alors qu'au même moment Macky Sall se prépare à l'inauguration en grande pompe du nouveau stade de football qui a coûté la bagatelle de plus de 156 milliards de francs Cfa.

Si ça ce n'est pas du mépris envers les enseignant et tous ceux des hôpitaux ou d'autres secteurs qui souffrent des bas salaires, c'est quoi ?



Les enseignants de l'école publique sont en grève depuis le début du mois de décembre 2021 et ont manifesté plusieurs fois pour revendiquer des améliorations de leurs conditions de vie et de travail. Ils dénoncent le non respect par l'État des accords signés avec les syndicats en 2014 et en 2018.

Côte d'Ivoire

LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : UNE COMÉDIE !

Le gouvernement fait mine de découvrir que la corruption ferait perdre 1400 milliards de francs Cfa chaque année à l'État ivoirien. Cela représente l'équivalent de 150.000 francs de revenu mensuel durant un an pour plus de 700.000 travailleurs.

Alors, pour faire croire qu'il lutte contre la corruption, le gouvernement mène quelques actions d'éclats et surtout beaucoup de publicités. Ici, licenciement de quelques agents de santé accusés de détournements de biens publics, là, quelques policiers mis au ban pour faits de racket. Tout

cela n'est que poudre aux yeux ! Les dirigeants de ce pays sont trop bien placés pour savoir que les 1400 milliards, c'est ailleurs qu'ils nichent !

Demandez donc à Bédié qui s'est enrichi en milliards depuis le temps de Houphouët, ainsi qu'aux clans de Gbagbo, Soro et consorts, pourquoi cherchent-ils tous à revenir au pouvoir ? Et pourquoi le clan Ouattara s'y accroche-t-il ? Eux le savent !

C'est dire que leur prétendue lutte contre la corruption n'est que du bavardage.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

DES CLINIQUES PRIVÉES CRIMINELLES

Selon le président de l'Association des Cliniques Privées de Côte d'Ivoire (ACPI), 70% d'entre elles exercent dans l'illégalité. Et selon lui, cela se passe sous l'œil complaisant du gouvernement. On ne va pas pleurer avec ce président qui est probablement plus intéressé par l'argent qu'il perd face à cette concurrence déloyale que par les dangers auxquels sont exposées les populations pauvres !

La plupart de ces structures non reconnues sont celles que fréquente généralement la majorité de la population. Les centres de santé publics sont soit inexistant, soit saturés ou manquent tellement d'équipements qu'on ne voit pas la nécessité d'y aller. Alors beaucoup se tournent vers les cliniques privées de leurs quartiers dont la plupart ne respectent même pas les règles élémentaires d'hygiène telle que la désinfection du matériel.

Dans certaines cliniques, même les kits de perfusions sont réutilisés au mépris total du patient. Des soins sont pratiqués sans gants, mettant en danger aussi bien les malades que le personnel soignant ! Des aides-soignantes font des accouchements alors qu'elles ne sont pas qualifiées pour cette tâche. Des cliniques vendent même des médicaments périmés à leurs patients. C'est dire à quel point ces endroits sont plus

faits pour ramasser du fric qu'à soigner les gens.

Ceux qui viennent effectuer le contrôle de ces cliniques sont souvent soudoyés et ferment les yeux sur ces délits. Ceux qui dirigent ce pays n'ignorent pas non plus ce qui se passe dans ces cliniques mais ils laissent faire car ce ne sont pas des membres de leurs familles ou leurs proches qui viennent s'y faire soigner. C'est ainsi que ces cliniques continuent en toute impunité de mettre en danger la vie des petites gens !



Clinique médicale Le Grand Centre, à Youpougon, sinistrement connue pour être impliquée dans le décès d'un bébé survenu le 4 avril 2020. Elle a refusé de soigner l'enfant gravement malade parce que sa maman était pauvre. Cette attitude criminelle a révolté de nombreuses personnes dans la capitale. L'information a été largement relayée par les réseaux sociaux au point que le gouvernement a dû faire un geste symbolique pour sanctionner cet établissement.

PROFITS PARTOUT, SÉCURITÉ NULLE PART !

Un jeune travailleur a trouvé la mort dans un éboulement de terrain le 13 février dernier alors qu'il creusait une tranchée pour les eaux de ruissèlement. Il a été surpris par une forte pluie en plein travail. Et comme aucune disposition de sécurité n'avait été prise par les responsables du chantier, il a été englouti sous des mètres cubes de terre.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics est l'un des domaines les plus

dangereux. Des accidents mortels sont monnaie courante. Les dispositions de sécurité les plus élémentaires sont foulées au pied par le patronat. Par exemple, il n'est pas rare de voir des travailleurs sans casques, sans chaussures de sécurité, ou simplement sans tenue de travail. Même sur des chantiers importants, la situation est la même. Récemment, des échafaudages de mauvaise qualité ont causé la mort de deux travailleurs et fait plusieurs blessés sur le chantier

de l'échangeur de Gesco et à Angré cité SIR. Quelques jours avant, ce sont quatre travailleurs qui trouvaient la mort sur le chantier du 4^{ème} pont à Yopougon. Tous ces accidents

mortels se succèdent sans que les patrons ne soient inquiétés. Pour ces derniers il n'y a que le profit qui compte, la vie des travailleurs ne vaut rien à leurs yeux.

Cameroun

CAN 2022 : FOIRE AU PATRIOTISME ET AFFAIRE DE GROS SOUS



La CAN 2022 s'est déroulée sous la dictature sanguinaire de Paul Biya

Du 9 janvier au 6 février 2022, 24 pays africains étaient en compétition pour le titre de la meilleure équipe de football du continent. Le Cameroun, pays organisateur de cette 39^{ème} édition a investi pas moins de 520 milliards de francs CFA (près de 800 millions d'euros) dans les infrastructures sportives et dans certains autres aménagements nécessaires à l'organisation d'une telle compétition.

Si pour les amateurs de foot, c'est une occasion de voir évoluer les meilleurs joueurs du continent, c'est une affaire de gros sous pour les entreprises du BTP chargées de réaliser les infrastructures, pour la FIFA et la CAF qui vendent les droits de transmission et pour les médias qui couvrent l'évènement.

De plus, les riches et les gouvernements à leur service se servent de la passion autour du foot pour exalter le nationalisme et le patriotisme. Ils donnent aux pauvres de leurs pays respectifs l'illusion de faire partie d'un seul peuple, faisant oublier pour un temps la misère dans laquelle vivent les pauvres, à côté de l'opulence des riches. Les scènes de liesses populaires, de déception et même souvent d'émeutes qui rythment les succès ou les déboires des équipes illustrent bien cette excitation autour de la compétition.

Pour cette CAN 2022, des querelles sur les réseaux sociaux entre supporteurs ivoiriens et camerounais se sont déplacées sur le terrain de foot. Cela s'est transformé ensuite en adversité entre populations des deux pays au point que la défaite du Cameroun a été accueillie avec des clameurs de joie et même célébrée en Côte d'Ivoire.

Au-delà de toutes les passions et des manipulations autour de la Can, elle sert surtout d'exutoire. Au Sénégal, pays dont l'équipe a remporté la coupe, après l'euphorie de la victoire et le jour férié, chacun est retourné à sa condition habituelle. L'ouvrier se fait pressurer par le patron et le paysan dépouiller par l'acheteur de ses produits.

Union Africaine

LES PROFESSIONNELS DU BLABLA SE SONT DONNÉ RENDEZ-VOUS À ADDIS ABEBA

La capitale Éthiopienne Addis-Abeba a accueilli les 5 et 6 Février dernier, la 35^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs

d'État de l'Union Africaine. Ce sommet a placé, sur proposition des dirigeants ivoiriens, la nutrition comme thème de l'année.

Cette rencontre a donné, une fois de plus, l'occasion à ces dirigeants Africains de pondre des discours pompeux histoire de montrer qu'ils sont préoccupés par la grande misère que vit une grande partie de leurs populations. Et pendant qu'ils brassent de l'air à propos de leur soi-disant lutte contre la faim, on assiste sur le terrain à une flambée continue des prix des produits alimentaires de première nécessité. Cela se passe sous leurs yeux et ils sont incapables de la juguler.

L'exemple de la Côte d'Ivoire est édifiant. Récemment, les prix des produits alimentaires de grande consommation comme le riz, l'huile, le sucre, la viande, le poisson et même les légumes ont connu de fortes augmentations. Face à la grogne que ces augmentations ont provoquée dans la

population, les autorités du pays ont fait mine d'y remédier. Mais ce n'était que de la pure gesticulation car la courbe des prix a continué allègrement de monter.

Les salaires ne suivent pas la hausse des prix. Résultat, les classes pauvres s'enfoncent de plus en plus dans la misère et la malnutrition. Ces maux ne sont pas une fatalité mais les conséquences de l'organisation capitaliste de la société dans laquelle la quasi-totalité des richesses sont concentrées entre les mains d'une poignée d'individus, laissant l'écrasante majorité de la population végéter dans la misère.

C'est pourquoi, parler de mettre fin à la malnutrition et la pauvreté, comme le font ces dirigeants, sans combattre le capitalisme, c'est parler pour ne rien dire.

Madagascar

LES PETITS PRODUCTEURS DE FRUITS ET LES TRAVAILLEURS DES VILLES FACE À L'INCAPACITÉ DES DIRIGEANTS ET À L'INTRANSIGEANCE PATRONALE

Razafindravahy, ministre de l'industrialisation, du commerce et de la consommation, vient d'effectuer un voyage à Fandriana, un district très agricole situé à une quarantaine de kilomètres d'Ambositra. Cette région a selon lui la capacité de produire une quantité industrielle d'ananas. Il déclare que dorénavant le gouvernement veut aider les agriculteurs et qu'il va tout mettre en œuvre pour l'implantation d'une unité de transformation de ces fruits. Ses services vont, dit-il, s'occuper de l'approvisionnement en eau et en électricité, précisant même que « nous ne laisserons pas tant que ce ne sera pas fait. Il n'y aura pas de fruits gâtés chez nous ».

Ce ministre n'ignore pas que les travailleurs et les paysans pauvres en ont marre de ces belles paroles généralement sans lendemain. Pour qu'ils soient réceptifs à son discours, il a dû faire distribuer quelques tonnes de « Vary tsinjo », riz réservé aux personnes très déshéritées.

Il n'y a pas que les ananas qui sont jetés le long des routes faute de pouvoir être acheminés vers les marchés des villes : au mois de décembre dernier 30 mille tonnes de litchis n'ont pas trouvé preneur sur la côte Est, notamment dans la région de Fitovinany à cause du mauvais état des routes. Pendant ce temps plus d'un million de personnes habitant l'extrême sud-ouest du pays sont en train de connaître un degré de famine d'une gravité sans précédent.

Les travailleurs des zones industrielles des grandes villes ne sont pas logés à meilleure enseigne. Des discussions préliminaires sont en cours entre le patronat, les syndicats et le gouvernement, pour une « refondation » du code de travail. Face à la courdisse des dirigeants syndicaux, les patrons exigent encore plus de flexibilité de la part des travailleurs. En fait tous ces gens sont complices pour ne pas augmenter les salaires malgré l'inflation galopante.

Les travailleurs n'ont pas à se sentir engagés par toutes ces tractations qui se déroulent loin de leurs yeux et de leurs oreilles, dans les salons feutrés de la bourgeoisie. Leur force réside dans leur conscience de classe et dans leur organisation. C'est grâce à leur travail que les fortunes se bâtissent dans le pays et en dehors du pays. Que les exploiters se le tiennent pour dit !



Atelier d'une usine textile de la zone franche d'Antananarivo.

International

MENACE DE GUERRE EN UKRAINE : NE NOUS LAISSONS PAS EMBRIGADER !

(Nous publions ci-dessous l'éditorial de l'hebdomadaire Lutte Ouvrière daté du 18 février 2022, publié en France)

Y aura-t-il la guerre en plein cœur de l'Europe avant la fin de la semaine ? C'est ce qu'affirment les autorités américaines qui ont appelé leurs ressortissants à quitter l'Ukraine.

Depuis des semaines, les dirigeants occidentaux accusent Poutine de préparer l'invasion de l'Ukraine. Dans un vaste jeu de poker menteur, Biden, Macron et Scholz multiplient les rencontres médiatisées avec Poutine, tout en le présentant comme un dictateur, agresseur et va-t-en-guerre. Dictateur, Poutine l'est sans conteste, contre son opposition et contre les classes populaires de toute la Russie. Mais, face aux Occidentaux, il n'est pas l'agresseur.

Les peuples ukrainien et russe sont liés par une longue histoire et une culture communes. Pendant 70 ans, ils ont vécu au sein de l'Union soviétique, ce vaste territoire forgé après la révolution de 1917, qui s'est développé en commun, de façon planifiée. Que le Donbass ou la Crimée soient rattachés administrativement à l'Ukraine ou à la Russie n'avait alors pas de conséquence car aucune véritable frontière ne les séparait.

Quand, en 1991, les bureaucrates de Moscou, Kiev et Minsk ont fait éclater l'Union soviétique, sans consulter ses peuples, les États-Unis n'ont pas dissous l'Otan, cette alliance militaire construite pour isoler l'Union soviétique. Bien au contraire, profitant de

l'affaiblissement de la Russie sous Eltsine, ils y ont intégré les trois États baltes, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, etc. Ils ont pris pied en Géorgie et en Asie centrale. Les bases américaines ceignent aujourd'hui la Russie, et Poutine veut empêcher l'Ukraine de rejoindre l'Otan. Alors, qui est l'agresseur ?

Biden et Macron fustigent Poutine parce qu'il déploie des troupes aux portes de l'Ukraine. Mais quand, début janvier, le même Poutine a envoyé 3 000 parachutistes russes pour aider le dictateur du Kazakhstan à mater la révolte ouvrière, leur silence a été assourdissant. Au Kazakhstan, il s'agissait de réprimer des ouvriers qui protestaient contre la vie chère. L'enjeu était de sauver les profits de Total, Chevron, ArcelorMittal et autres trusts occidentaux qui exploitent les ressources et les travailleurs de ce pays ex-soviétique. Pour réprimer les révoltes, Poutine, Biden et Macron sont complices !

C'est pourquoi les travailleurs ne doivent pas partager l'hystérie guerrière des dirigeants américains plus ou moins suivis par les européens. Les uns et les autres se moquent du sort des Ukrainiens comme de tous les peuples qu'ils oppriment eux-mêmes partout dans le monde.

Ils se prétendent les champions de la liberté, mais ils empêchent des femmes et des hommes de circuler librement pour fuir

la guerre ou la misère. Ils ont reconstitué un rideau de fer en installant des barbelés qui provoquent la mort de nombreux migrants entre la Biélorussie et la Pologne.

Ils prônent la paix et la démocratie mais ils entretiennent une multitude de guerres régionales meurtrières et arment des dictateurs. Macron fait la leçon à Poutine, mais la France maintient des troupes dans neuf pays d'Afrique. Au Burkina Faso ou au Mali, ses troupes apparaissent si peu comme des libératrices qu'elles sont conspuées par la population.

En Europe de l'Est, comme en Afrique ou en Asie, les grandes puissances interviennent pour défendre les intérêts de leurs capitalistes respectifs, en lutte pour se partager les marchés et accéder aux matières premières. Dans une économie en crise, cette concurrence est de plus en plus acharnée, et les dirigeants impérialistes se préparent à transformer la guerre économique en guerre tout court.

Leurs budgets militaires ne cessent d'augmenter. Quand ce n'est pas la Russie, c'est la Chine qu'ils présentent comme une menace. Ce sont pourtant des navires de guerre et des sous-marins américains, australiens et même français qui patrouillent en mer de

Chine, pas des navires chinois au large de la Californie !



Porte-avion américain en mer de Chine

Face à la Chine ou à la Russie, même si un dérapage n'est jamais exclu, pour l'instant, les grandes puissances cherchent surtout à marquer leur territoire. Le sursis ne durera pas tant le monde capitaliste est une poudrière. Mais leurs grandes manœuvres ont un autre but : conditionner et mettre au pas leur propre population pour la préparer à servir de chair à canon dans la guerre à venir. Tous ceux qui n'ont que "*les intérêts de la France*" à la bouche participent à cette mise en condition.

Il faut refuser de marcher car cette guerre n'est pas celle des travailleurs. C'est celle de leurs exploités qui rivalisent entre eux pour accaparer la plus grande part de profit.



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.

